

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

| | UN AN | SIX MOIS |
|--------------------------------------|--------|----------|
| Togo, France et Colonies. . . . | 70 fr. | 40 fr. |
| Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr. | 60 fr. | |
| { Pays à plein tarif 120 fr. | 70 fr. | |

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

| | |
|---|---------|
| La ligne | 4 fr. |
| Minimum | 20 fr. |
| La page | 400 fr. |
| Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 20 fr. | |

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

17 juillet — Décret instituant un code pénal indigène pour l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun et le Togo.
(Arrêté de promulgation N° 511
Cab. du 14 octobre 1944) . . . 487

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Code pénal indigène

N° 511 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

14 octobre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 17 juillet 1944, instituant un code pénal indigène pour l'A.O.F., l'A.E.F., le Cameroun et le Togo.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur la proposition du commissaire aux colonies et du commissaire à la justice ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944 ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 16 novembre 1924, réorganisant la justice française en Afrique occidentale française, ensemble les décrets modificatifs ultérieurs ;

Vu le décret du 3 décembre 1931, organisant la justice indigène en Afrique occidentale française, ensemble les décrets modificatifs ultérieurs ;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo ;

Vu le décret du 30 juin 1935, réorganisant la justice française en Afrique équatoriale française, ensemble les décrets modificatifs ultérieurs ;

Vu le décret du 29 mai 1936, réorganisant la justice indigène en Afrique équatoriale française, ensemble les décrets modificatifs ultérieurs ;

Vu le décret du 22 juin 1934, portant réorganisation de la justice française au Cameroun, ensemble les décrets modificatifs ultérieurs ;

Vu le décret du 31 juillet 1927, portant réorganisation de la justice indigène au Cameroun, ensemble les décrets modificatifs ultérieurs ;

Vu la loi du 14 août 1885, sur les moyens de prévenir la récidive ;

Vu le décret du 5 mars 1927, déterminant les pouvoirs des gouverneurs quant à l'administration de la justice ;

Vu le décret du 17 juillet 1944, portant validation des actes dits « décret du 29 décembre 1941 » et « décret du 24 juin 1942 » relatifs aux amendes pénales ;

Vu les recommandations de la conférence de Brazzaville ;

DECRETE :

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE PREMIER. — Les peines applicables en matière de justice indigène se divisent en peines criminelles, peines appliquées aux délits et peines de simple police.

ART. 2. — L'infraction que le présent code punit d'une peine criminelle est un crime.

L'infraction que le présent code punit d'une peine de simple police est une contravention.

Toutes les autres infractions sont des délits.

ART. 3. — Toute tentative de crime, manifestée par un commencement d'exécution et suspendue ou n'ayant manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme le crime même.

Les tentatives de délits ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale du présent code.

LIVRE PREMIER

Des peines

SECTION PREMIERE

Peines criminelles

ART. 4. — Les peines criminelles sont :

- 1^o — la mort ;
- 2^o — les travaux forcés à perpétuité ;
- 3^o — les travaux forcés de cinq à vingt ans.

Toute condamnation à une peine criminelle entraînera, de plein droit, la destitution ou l'exclusion à vie de tous emplois, fonctions ou offices publics.

SECTION II

Peines applicables aux délits

ART. 5. — Les peines applicables aux délits sont :

- 1° — l'emprisonnement de six jours à cinq ans;
- 2° — l'exclusion temporaire ou à vie de tous emplois, fonctions ou offices publics;
- 3° — l'amende.

La peine à un jour d'emprisonnement est de 24 heures; celle à un mois est de 30 jours.

SECTION III

Peines communes en matière de crimes et de délits

ART. 6. — L'interdiction de séjour qui, en aucun cas, ne pourra excéder vingt années, l'amende et la confiscation spéciale, soit du corps du crime ou du délit quand la propriété en appartient au condamné, soit des choses produites par le crime ou le délit, soit de celles qui ont servi ou qui ont été destinées à les commettre, sont des peines communes aux matières criminelles et correctionnelles.

SECTION IV

De l'exécution des peines

ART. 7. — Tout condamné à mort sera fusillé.

La femme condamnée à mort, qui est reconnue enceinte, ne subira sa peine qu'après sa délivrance.

ART. 8. — Les hommes condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux les plus pénibles; les femmes seront employées à des travaux en rapport avec leur âge et leur sexe.

Les peines des travaux forcés à perpétuité ou des travaux forcés à temps ne seront prononcées contre aucun indigène âgé de 65 ans accomplis au moment du jugement.

Ces peines seront remplacées à leur égard par celles de l'emprisonnement, soit à perpétuité, soit à temps, selon la durée de la peine qu'elle remplacera.

ART. 9. — La durée de toute peine privative de liberté compte du jour où le condamné est détenu en vertu de la condamnation devenue irrévocable qui prononce la peine.

ART. 10. — Quand il y aura eu détention préventive, cette détention sera intégralement déduite de la durée de la peine qu'aura prononcée le jugement de condamnation, à moins que le juge n'ait ordonné par disposition spéciale et motivée, que cette imputation n'aura pas lieu où qu'elle n'aura lieu que pour partie.

En ce qui concerne la détention préventive comprise entre la date du jugement et le moment où la condamnation devient irrévocable, elle sera toujours imputée dans les deux cas suivants :

- 1° — si le condamné n'a pas exercé de recours contre le jugement;
- 2° — si ayant exercé un recours sa peine a été réduite.

ART. 11. — Lorsque l'interdiction de séjour a été prononcée, l'autorité administrative notifie au condamné, avant sa libération, l'interdiction d'une ou plusieurs régions déterminées ou l'assignation d'une résidence obligatoire.

La désignation des lieux interdits ou de la résidence obligatoire est faite par le gouverneur général lorsque

les lieux interdits ou la résidence à assigner dépendent d'une colonie autre que celle dans laquelle la procédure a été suivie, par les gouverneurs dans le cas contraire.

Les mêmes autorités peuvent, selon la distinction établie à l'alinéa précédent, prononcer la suspension de l'exécution de l'interdiction de séjour ou de la mise en résidence forcée.

SECTION V

Peines de simple police

ART. 12. — Les peines de simple police sont :

- 1° — l'emprisonnement de un à cinq jours inclusivement;
- 2° — l'amende de 1 à 15 francs inclusivement.

La confiscation pourra être appliquée comme peine complémentaire.

Ont, en outre, le caractère de peines de simple police, les peines sanctionnant des faits dont la connaissance est attribuée en justice française au tribunal de simple police, ainsi que celles réprimant les faits prévus par les règlements visés à l'article 3 du décret du 6 mars 1877.

SECTION VI

Application des peines

Récidive

(Crime)

ART. 13. — Quiconque, ayant été condamné pour crime, aura commis un second crime, sera condamné au maximum de la peine encourue et ce maximum pourra, pour les peines temporaires, être élevé jusqu'au double.

Récidive

(Crime et délit)

ART. 14. — Quiconque, ayant été condamné pour crime, aura, dans le délai de cinq ans à dater de l'expiration de sa peine ou de sa prescription, commis un délit passible d'emprisonnement, sera condamné au maximum de la peine encourue, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

Récidive

(Délits)

ART. 15. — Quiconque, ayant été condamné pour délit, aura, dans un délai de cinq ans à dater de l'expiration de sa peine ou de sa prescription, commis un même délit, sera condamné au maximum de la peine encourue, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

Les délits de vol, escroquerie et abus de confiance seront considérés comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit.

Circonstances atténuantes

ART. 16. — Si le tribunal reconnaît au coupable des circonstances atténuantes, il le condamnera ainsi qu'il suit :

S'il encourt la mort, aux travaux forcés à perpétuité ou aux travaux forcés de cinq à vingt ans.

S'il encourt les travaux forcés à perpétuité, aux travaux forcés de cinq à vingt ans ou à l'emprisonnement de deux à cinq ans.

S'il encourt les travaux forcés de cinq à vingt ans, à l'emprisonnement de un à cinq ans.

Dans les cas prévus aux trois paragraphes précédents, l'interdiction de séjour pourra être prononcée.

Si le coupable encourt l'emprisonnement, le tribunal pourra, en déclarant l'existence de circonstances atténuantes, même en cas de récidive, réduire cette peine à un jour, ou y substituer une amende dont le maximum ne pourra excéder 3.000 francs.

S'il encourt à la fois l'emprisonnement et l'amende, le tribunal pourra prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines.

S'il encourt l'amende, celle-ci pourra être réduite à 1 franc.

Le tribunal ne pourra, en aucun cas, faire bénéficier des circonstances atténuantes l'auteur d'un crime ou d'un délit commis en état d'ivresse.

Sursis à l'exécution des peines

ART. 17. — En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, les tribunaux peuvent, si l'inculpé n'a pas subi antérieurement une condamnation à l'emprisonnement pour crime ou délit, ordonner, en motivant leur décision, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

Si, pendant le délai de cinq ans à dater du jour du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune condamnation à l'emprisonnement, la condamnation sera comme non avenue.

Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée, sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde et il sera, éventuellement, fait application des règles sur la récidive, posées par les articles 13, 14 et 15 du présent code.

La suspension de la peine ne s'étend pas au paiement des frais, s'il en existe, ou des dommages-intérêts.

Le président du tribunal ou, éventuellement, de la chambre d'annulation ou de la chambre d'homologation, doit, après avoir prononcé le sursis, informer le condamné des conséquences de cette mesure; mention de cette formalité ou de l'ordre donné pour qu'elle soit accomplie doit figurer dans le jugement ou l'arrêt de condamnation.

Solidarité

ART. 18. — Tous les individus, condamnés pour un même crime ou pour un même délit, seront tenus solidairement des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais.

LIVRE II

Des personnes punissables, excusables ou responsables pour crimes ou délits

Complicité active

ART. 19. — Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machination ou artifices coupables, conseils, injonctions, auront provoqué à cette action ou donné des instructions, indications, renseignements, pour la commettre;

ceux qui auront procuré des armes, des instruments, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir;

ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront

cialement portées, par le présent code, contre les auteurs de complots ou attentats contre la sûreté de la colonie, même dans le cas où le crime qui était le but des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis;

ceux qui, sciemment, auront supprimé ou tenté de supprimer des éléments de preuve de l'action, ou qui auront, avec connaissance, par quelque moyen que ce soit, aidé les auteurs ou complices du crime ou du délit à se soustraire à l'action de la justice;

ceux qui, sciemment, auront recelé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit.

Les auteurs de faits de complicité active seront punis des mêmes peines que les auteurs du crime ou du délit dont ils se sont rendus complices.

Les dispositions du paragraphe 4 du présent article ne sont pas applicables aux ascendants et descendants en ligne directe, des auteurs ou complices de l'action, à leurs frères, à leurs sœurs et à leurs conjoints. Bénéficient de la même immunité les parents des auteurs ou complices de l'action, dans les cas où la coutume les assimile aux ascendants et descendants en ligne directe.

Complicité passive

ART. 20. — Sont également complices d'un crime ou d'un délit ceux qui, y ayant assisté, se sont abstenus d'intervenir pour empêcher sa perpétration, ou qui, en ayant eu connaissance, se sont abstenus d'en dénoncer les auteurs ou complices.

Sont complices des délits prévus par les articles :

32, 34 (paragraphe 3), 35, 37 (paragraphe 3 et 4), 39 (paragraphe 2), 40, 41, 43, 44 (paragraphe 3), 46, 50, 54, 59, 60 (paragraphe 1^{er}), 66, 69, 70, 77, 81 (paragraphe 3 et 4), 82, 83 (paragraphe 1^{er}), 111, 113 (paragraphe 2, 3 et 4), 114, 115, 116, 117, 118, 127, 132 (paragraphe 1^{er}) et 136 du présent code, les lois et règlements ayant pour objet : la répression des menées anarchistes, la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, et la responsabilité, en cas d'accidents, des conducteurs de véhicules de tout ordre, ceux qui, en ayant eu connaissance, se sont abstenus d'en dénoncer les auteurs ou complices.

Les auteurs des faits de complicité passive prévus au paragraphe précédent seront, s'il s'agit d'un crime, punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 25 à 1.000 frs. et facultativement de un à dix ans d'interdiction de séjour.

L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra, en outre, être prononcée.

S'il s'agit d'un délit, les coupables de complicité passive encourront les mêmes peines que l'auteur principal.

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne sont pas applicables aux ascendants et descendants en ligne directe des auteurs ou complices de l'action, à leurs frères et sœurs et à leurs conjoints. Bénéficient de la même immunité, les parents des auteurs ou complices de l'action, dans le cas où la coutume les assimile aux descendants et ascendants en ligne directe.

Mineurs

ART. 21. — La majorité pénale est fixée à seize ans.

ART. 22. — Lorsque le prévenu ou l'accusé aura moins de treize ans il sera acquitté comme ayant agi

Lorsque le prévenu ou l'accusé aura plus de treize ans et moins de seize ans, il sera acquitté s'il est décidé qu'il a agi sans discernement.

Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, le mineur sera soit remis à ses parents ou à un notable, soit envoyé dans une maison de redressement pour le temps que le jugement déterminera et qui, toutefois, ne pourra excéder la date de ses dix-huit ans révolus.

ART. 23. — S'il est décidé que le mineur de plus de treize ans et de moins de seize ans a agi avec discernement, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit :

S'il a encouru la peine de mort ou des travaux forcés à perpétuité, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement;

S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, il sera condamné à être emprisonné pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné, s'il eût été majeur de seize ans.

ART. 24. — Dans tous les cas où le mineur âgé de plus de treize ans et de moins de seize ans n'aura commis qu'un délit, la peine qui sera prononcée contre lui ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu seize ans.

Responsabilité civile

ART. 25. — Dans l'appréciation des responsabilités civiles les tribunaux répressifs indigènes se conformeront à la coutume.

Démence, contrainte, ordre de la loi

ART. 26. — Il n'y a ni crime ni délit :

1^o — lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action;

2^o — lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister;

3^o — lorsqu'il a agi en vertu d'un commandement de la loi ou d'un ordre de l'autorité légitime.

LIVRE III

Des crimes, des délits et de leur punition

TITRE PREMIER

SECTION PREMIERE

Crimes et délits contre la chose publique

Complot contre la sûreté de la colonie

ART. 27. — Il y a complot contre la sûreté de la colonie dès qu'une résolution d'agir, non suivie d'un commencement d'exécution, est arrêtée entre plusieurs personnes, dans le but, soit de paralyser ou de troubler l'organisation générale de la colonie, soit d'en détruire ou d'en troubler la paix intérieure, politique, économique ou sociale.

Le complot contre la sûreté de la colonie sera puni des travaux forcés à perpétuité.

S'il y a eu proposition faite et non agréée de former un complot contre la sûreté de la colonie, celui qui aura fait une telle proposition sera puni des travaux forcés de cinq à vingt ans et, facultativement, de 2.000 à 5.000 frs. d'amende et de cinq à dix ans d'interdiction de séjour.

Attentat contre la sûreté de la colonie

ART. 28. — Est qualifié attentat contre la sûreté de la colonie tout fait de violence accompli sur des personnes, des animaux ou des choses dans le but, soit de paralyser ou de troubler l'organisation générale de la colonie, soit d'en détruire ou d'en troubler la paix intérieure, politique, économique ou sociale.

L'attentat contre la sûreté de la colonie sera puni des travaux forcés à perpétuité.

Si le crime a été commis par plusieurs personnes groupées à cet effet il sera puni de mort.

Quiconque, soit pour piller des propriétés publiques ou privées, soit pour faire attaque ou résistance envers la force publique ou envers une généralité d'indigènes sujets français, aura levé ou fait lever, organisé ou fait organiser des bandes armées, ou se sera mis à leur tête, sera puni de mort.

Révélation des crimes contre la sûreté de la colonie

ART. 29. — Seront exemptés des peines prononcées contre les auteurs de complots ou d'autres crimes attentatoires à la sûreté de la colonie ceux des coupables qui, avant toute exécution ou tentative de ces complots ou de ces crimes et avant toute poursuite commencée, auront les premiers donné au gouvernement ou aux autorités administratives ou judiciaires connaissance de ces complots ou crimes et de leurs auteurs ou complices.

Les coupables qui auront donné ces renseignements pourront néanmoins être condamnés à l'interdiction de séjour de cinq à vingt ans.

SECTION II

Crimes et délits intéressant les fonctionnaires

ART. 30. — Sont réputés fonctionnaires publics, au regard du présent code, tous indigènes non citoyens qui, sous une dénomination et dans une mesure quelconque, sont investis d'un mandat même temporaire, rémunéré ou gratuit, dont l'exécution se lie à un intérêt d'ordre public, et qui, à ce titre, concourent au service de la colonie, des administrations publiques, des communes ou des groupements administratifs.

Sont assimilées aux fonctionnaires publics les personnes choisies par les particuliers ou déléguées par la justice en qualité d'experts, d'arbitres ou interprètes.

Opposition à l'autorité des chefs

ART. 31. — Tous actes, paroles, gestes, manœuvres quelconques, toutes abstentions volontaires, non punis par le présent code, susceptibles de constituer une opposition à l'autorité légitime d'un chef indigène, investi ou reconnu par l'administration et, par là, d'atteindre l'ordre public ou d'entraver la bonne marche des services administratifs, ainsi que toute excitation à cette opposition, seront punis de six jours à trois mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 500 frs. ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'abstention volontaire aux termes du 1^{er} alinéa du présent article doit révéler chez celui qui en est l'auteur, par sa préméditation, sa durée, sa répétition ou de toutes autres façons, une volonté d'indiscipline caractérisée, équivalant à un fait d'opposition ouverte se manifestant par actes, paroles, gestes ou manœuvres.

Lorsque l'infraction ci-dessus définie sera le fait de plusieurs personnes agissant de concert, les peines prévues à l'alinéa 1^{er} ci-dessus pourront être portées au double.

En cas de récidive, les juges pourront, en outre, prononcer l'interdiction de séjour pour une durée maximum de cinq ans.

Attentat à la liberté

ART. 32. — Tout fonctionnaire public, qui, sachant qu'il agit hors de la limite de ses pouvoirs et pour des raisons étrangères à l'intérêt du service, aura arrêté ou fait arrêter, détenu ou fait déténir un indigène sera condamné à un emprisonnement de un à cinq ans.

Si, néanmoins, il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, il sera déclaré coupable, mais exempt de la peine.

Faux en écritures

ART. 33. — Constitue le crime de faux toute altération de la vérité de nature à porter préjudice à autrui et commise dans un écrit, avec intention coupable;

Soit en dénaturant la substance ou les circonstances d'un acte;

Soit en y écrivant des conventions autres que celles tracées ou dictées par les parties;

Soit en constatant comme vrais des faits faux, ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas;

Soit par fabrication de tout ou partie d'un document;

Soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou signatures;

Soit par fausses signatures;

Soit par supposition de personnes;

Soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits qu'un acte quelconque avait pour objet de recevoir ou de constater.

ART. 34. — Tout fonctionnaire ou agent de l'administration qui aura commis un faux dans l'exercice de ses fonctions sera puni des travaux forcés de cinq à vingt ans et facultativement de cinq à vingt ans d'interdiction de séjour.

Le faux commis par toute autre personne sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés et facultativement de cinq à dix ans d'interdiction de séjour.

Lorsque le préjudice certain ou éventuel, sera évaluable en argent et inférieur à 5.000 francs, la peine sera, quel que soit l'auteur, un emprisonnement de deux à cinq ans. L'interdiction de séjour pourra en outre être prononcée pour deux à cinq ans.

ART. 35. — Ceux qui auront fait usage des actes faux seront punis de la peine encourue par l'auteur du faux.

ART. 36. — Tout indigène qui prendra dans un passeport, un livret de travail ou toutes autres pièces délivrées par l'autorité administrative, un nom supposé ou aura concouru comme témoin à faire délivrer les dites pièces sous le nom supposé, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans.

La même peine sera applicable à tout individu qui aura fait usage des pièces visées ci-dessus sous un autre nom que le sien.

Détournement, soustraction et recel de deniers publics

ART. 37. — Ont le caractère de deniers publics les fonds, espèces, monnaies, valeurs fiduciaires et, d'une façon générale, les titres ayant une valeur estimative

en deniers, qui sont entrés dans les caisses de la colonie, à quelque titre que ce soit, et ceux qui sont perçus pour être versés dans ces caisses par les personnes chargées, en droit ou en fait, de les recouvrer.

Toute personne coupable d'un détournement de deniers publics supérieur à 3.000 francs sera punie de cinq à vingt ans de travaux forcés et, facultativement, de deux à vingt ans d'interdiction de séjour.

Dans le cas d'un détournement inférieur à 3.000 frs., la peine sera de deux à cinq ans de prison et, facultativement, de deux à cinq ans d'interdiction de séjour.

Toute personne qui, connaissant leur caractère, aura frauduleusement appréhendé, détourné ou recelé des deniers publics sera punie des mêmes peines.

Détournement et soustraction d'actes ou de titres

ART. 38. — Tous fonctionnaires, agents de l'administration ou officiers publics, ainsi que leurs préposés, qui auront détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres qui leur ont été remis à raison de leurs fonctions, seront punis de cinq à vingt ans de travaux forcés et facultativement de cinq à vingt ans d'interdiction de séjour.

Concussion

ART. 39. — Les fonctionnaires ou agents de l'administration, leurs commis ou préposés, les percepteurs de droits publics quelconques qui, dans une intention frauduleuse, ordonneront de percevoir et exigeront ou recevront ce qu'ils savent n'être pas dû pour droits, taxes, contributions, revenus, salaires ou traitements, seront punis de cinq à dix ans de travaux forcés, si la totalité des sommes indûment exigées ou reçues, ou dont la perception a été ordonnée, excède 3.000 frs.

La peine sera de deux à cinq ans d'emprisonnement avec possibilité pour les juges de prononcer l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public, lorsque la totalité des sommes indûment exigées ou reçues ou dont la perception a été ordonnée a été égale ou inférieure à 3.000 francs. La tentative de ce délit sera punie comme le délit lui-même.

Corruption passive

ART. 40. — Tout fonctionnaire ou agent de l'administration qui aura agréé soit personnellement, soit par intermédiaire, des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents, pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi même juste, mais non sujet à salaire ou encore pour s'abstenir de faire un acte qui entraînerait dans l'exercice de ses devoirs sera puni de deux à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende qui ne pourra être inférieure à 50 francs, ni supérieure à 200 francs.

Sera puni des mêmes peines tout médecin qui, dans l'exercice de ses fonctions, et pour favoriser quelqu'un, aura certifié faussement ou dissimulé l'existence d'une maladie ou infirmité. Il en sera de même pour tout arbitre ou expert qui aura agréé des offres ou promesses, reçu des dons ou présents pour rendre une décision ou donner une opinion favorable à une partie en cause.

Si c'est un juge ou un assesseur qui s'est laissé corrompre, il sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés.

Sera punie des peines prévues au paragraphe 1^{er} du présent article toute personne investie d'un mandat électif qui aura agréé des offres ou promesses, reçu des dons ou présents pour faire obtenir des décorations, médailles, distinctions ou récompenses, des places, fonctions ou emplois, des faveurs quelconques, accordés par l'autorité publique, des marchés entre-

prises, ou autres bénéfices résultant de traités conclus également avec l'autorité publique et aura ainsi abusé de l'influence, réelle ou supposée, que lui donne son mandat.

Toute autre personne qui se sera rendue coupable de faits semblables sera punie d'un emprisonnement de un an au moins et de trois ans au plus et d'une amende qui ne pourra être supérieure à 200 francs ni moindre de 16 francs.

Sera puni d'un emprisonnement de un à trois ans et d'une amende de 16 à 100 francs ou de l'une de ces deux peines seulement tout commis, employé ou préposé d'un commerçant ou d'un industriel qui aura directement ou par personne interposée, à l'insu et sans le consentement de son patron, sollicité ou agréé des offres, promesses, dons ou avantages sous une forme quelconque pour faire un acte de son emploi ou s'abstenir d'un acte qui entrerait dans l'ordre de ses devoirs.

Dans tous les cas prévus au présent article, les juges prononceront l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

Corruption active

ART. 41. — Quiconque aura, soit directement, soit par intermédiaire, contraint ou tenté de contraindre, corrompu ou tenté de corrompre par promesses, offres, dons ou présents, l'une des personnes de la qualité exprimée en l'article 40, y compris les commis, employés ou préposés d'un commerçant ou d'un industriel et, pour le cas de trafic d'influence, les personnes investies d'un mandat électif et même les simples particuliers, en vue d'obtenir soit une opinion favorable, soit des déclarations écrites ou estimatives contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises ou, d'une façon générale des récompenses, avantages ou bénéfices quelconques, soit enfin un acte entrant dans l'exercice de leurs attributions ou l'abstention d'un acte compris dans l'ordre de leurs devoirs, sera puni des mêmes peines que les personnes corrompues.

Toutefois, si les tentatives prévues au paragraphe précédent n'ont eu aucun effet, la peine sera de six mois à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 100 frs.

Dans tous les cas prévus au présent article, les juges prononceront l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

Violation de domicile

ART. 42. — Quiconque se sera introduit sans droit et à l'aide de menaces ou violences dans le domicile d'un indigène sera puni de six jours à trois mois d'emprisonnement. Si le coupable est un fonctionnaire ou un agent de l'administration, agissant hors les cas prévus par la loi, la peine sera de six jours à un an d'emprisonnement.

Les juges pourront, en outre, prononcer l'amende de 16 à 500 francs.

Suppression de lettres

ART. 43. — Toute suppression ou ouverture de lettres, cartes, télégrammes ou paquets confiés à la poste sera punie de six jours à un an d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si le coupable est un fonctionnaire ou un agent de l'administration il sera puni de trois mois à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 500 frs. Le tribunal prononcera, en outre, l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

La tentative de ce délit sera punie comme le délit lui-même.

Rébellion

ART. 44. — Toute attaque, toute résistance avec violence, voie de fait ou menaces envers les officiers publics ou ministériels, fonctionnaires, agents ou préposés de l'autorité publique, agissant pour l'exécution des lois, règlements ou ordres de l'autorité publique est qualifiée rébellion.

Si la rébellion est commise par plus de deux personnes munies d'armes, instruments ou projectiles ostensibles ou cachés, les coupables seront punis de cinq à vingt ans de travaux forcés et facultativement de un à vingt ans d'interdiction de séjour. Si elle a lieu sans armes la peine sera de un an à cinq ans d'emprisonnement. La peine d'interdiction de séjour de un à cinq ans pourra, en outre, être prononcée.

Si la rébellion est commise par moins de trois personnes, munies d'armes, instruments ou projectiles, ostensibles ou cachés, elle sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et, si elle a eu lieu sans armes, d'un emprisonnement de six jours à six mois.

Outrages à fonctionnaires

ART. 45. — L'outrage adressé par paroles, écrits ou dessins non rendus publics, gestes, menaces, directement ou non, à tout fonctionnaire ou agent de l'administration ou tout officier public ou ministériel, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni de six jours à un an d'emprisonnement.

Sera puni de la même peine, l'outrage adressé aux assesseurs indigènes de toutes juridictions dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions.

Toutefois, la peine sera portée au double si l'outrage a été commis à l'audience d'un tribunal ou s'il a été adressé à un notable indigène président d'une juridiction.

Violences sur fonctionnaires

ART. 46. — Toute violence ou voie de fait commise sur un fonctionnaire ou agent de l'administration, ou sur un officier public ou ministériel, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera punie de un à cinq ans d'emprisonnement.

SECTION III

Crimes et délits contre la paix publique

Contrefaçons et usage d'effets du trésor

ART. 47. — Quiconque aura contrefait ou altéré des effets émis par le trésor public ou des billets de banque, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

Sera puni de la même peine, quiconque aura émis ou introduit dans la colonie les mêmes effets altérés ou contrefaits, ou qui en aura fait usage, sachant leur fausseté.

La même peine sera applicable à ceux qui auront contrefait ou altéré des monnaies, bons ou jetons français, ou participé à l'émission ou introduction dans la colonie, desdites monnaies, bons ou jetons, contrefaits ou altérés.

ART. 48. — Seront exemptés des peines prononcées en l'article précédent ceux des coupables qui, avant la consommation de ces crimes, et avant toute poursuite, en auront donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités.

Les coupables qui auront donné cette connaissance pourront néanmoins être condamnés à l'interdiction de séjour de cinq à vingt ans.

Contrefaçon des timbres et marques

ART. 49. — Ceux qui auront contrefait les sceaux, timbres ou marques de l'Etat, de la colonie ou d'une autorité publique ou qui auront, sciemment, fait usage de sceaux, timbres ou marques de même nature, contrefaits, seront punis des travaux forcés de cinq à vingt ans et facultativement, de un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Usage frauduleux des timbres et marques

ART. 50. — Ceux qui, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres et marques de l'Etat, de la colonie ou d'une autorité publique, en auront fait sciemment un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'Etat, de la colonie ou d'une autorité publique, seront punis de deux à cinq ans d'emprisonnement et facultativement de un à dix ans d'interdiction de séjour. Le tribunal pourra, en outre, prononcer l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

ART. 51. — Quiconque aura, sciemment, fait usage d'un timbre-poste ayant déjà servi à l'affranchissement d'une lettre sera puni de seize jours à trois mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 100 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, la peine d'emprisonnement sera de un à six mois et devra obligatoirement être prononcée. L'amende sera double.

ART. 52. — Ceux qui auront, sciemment, employé, vendu ou tenté de vendre des timbres fiscaux ayant déjà servi seront punis des peines prévues à l'article 51.

Témoins défaillants

ART. 53. — Les témoins de statut indigène régulièrement invités à comparaître devant les juridictions ou les magistrats de la justice indigène qui auront allégué une excuse reconnue fausse, seront condamnés à un emprisonnement de six jours à deux mois.

Lorsqu'un témoin de statut indigène, convoqué dans les mêmes conditions, aura refusé de comparaître ou, sans motif légitime, n'aura pas comparu, il sera condamné à une amende qui ne pourra excéder 100 francs et à un emprisonnement de six à quinze jours ou à l'une de ces deux peines seulement.

Lorsque, dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, il s'agira d'un témoin de statut européen, les magistrats ou les juridictions de la justice indigène dresseront procès-verbal constatant le délit et le transmettront au procureur de la République compétent.

Evasion

ART. 54. — Le détenu qui se sera évadé ou aura tenté de s'évader sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans.

S'il y a eu violence ou bris de prison, l'emprisonnement pourra être élevé jusqu'à cinq ans, sans préjudice des peines que le détenu pourrait encourir pour les violences ainsi commises par lui.

ART. 55. — Tout préposé à la garde ou à la conduite d'un détenu, coupable de l'avoir laissé échapper par négligence sera puni :

Si les évadés, ou l'un d'eux, étaient inculpés ou condamnés pour crime, d'un mois à trois ans d'emprisonnement ;

Si les évadés, ou l'un d'eux, étaient inculpés ou condamnés pour délit, de six jours à un an d'emprisonnement ;

Si les évadés, ou l'un d'eux, étaient condamnés pour contravention, de six jours à quinze jours d'emprisonnement ;

Les peines ci-dessus établies cesseront lorsque les évadés seront repris dans les quatre mois de l'évasion.

Bris de scellés

ART. 56. — Quiconque aura brisé ou enlevé à dessein des scellés, affiches, au moyen desquels les autorités administratives et judiciaires ont interdit l'accès de locaux ou l'enlèvement d'objets, sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement.

Si c'est le gardien des scellés qui les a brisés, il sera puni de un an à cinq ans d'emprisonnement.

S'il est convaincu de simple négligence, la peine sera de six jours à six mois d'emprisonnement.

Dans les cas prévus aux deux premiers paragraphes du présent article, une amende de 50 à 2.000 francs sera prononcée contre le coupable, qui pourra, au surplus, être déclaré incapable d'exercer à jamais aucun emploi public.

ART. 57. — Tout vol commis à l'aide d'un bris de scellés sera considéré comme vol commis à l'aide d'effraction.

Enlèvement des pièces

ART. 58. — En cas de soustraction, détournement, enlèvement, altération, destruction d'objets, pièces ou actes mis sous scellés ou placés dans les archives, greffes, ou dépôts publics, la peine sera, contre les gardiens ou dépositaires négligents, de trois mois à un an d'emprisonnement et de 16 à 300 francs d'amende.

L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra, en outre, être prononcée.

Quiconque se sera rendu coupable des soustractions, détournements, enlèvements, altérations ou destructions mentionnés au paragraphe précédent, sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés et facultativement de un à dix ans d'interdiction de séjour.

Si le crime est l'ouvrage du dépositaire lui-même, il sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et de un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Si les soustractions, détournements, enlèvements, altérations, destructions visés au paragraphe 1^{er} du présent article ont été commis avec violence sur des personnes ou sur des choses, la peine sera, contre toute personne, de cinq à vingt ans de travaux forcés et de un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Dégradation de monuments publics

ART. 59. — Quiconque aura volontairement détruit, abattu, mutilé, dégradé ou souillé, les édifices, monuments, installations ou objets de toute espèce, élevés, protégés ou conservés par l'autorité publique ou avec son autorisation, ainsi que les puits ou installations hydrauliques, sera puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de 50 à 200 francs.

Usurpation de titres ou fonctions

ART. 60. — Quiconque, sans titre, se sera immiscé dans des fonctions publiques, ou aura fait les actes d'une de ces fonctions, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et sera déclaré incapable d'exercer à jamais aucun emploi public.

Quiconque aura indûment et publiquement porté un costume ou uniforme officiel, français ou étranger, ou une décoration française ou étrangère, ou qui, dans des appels au public ou des actes officiels, s'attribuera

indûment des titres ou décorations, sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement et pourra être, en outre, déclaré incapable d'exercer à jamais aucun emploi public.

Quiconque hors les cas prévus au paragraphe précédent, aura publiquement porté un costume ou un insigne propre à tromper sur sa qualité, sera puni d'une amende de 16 à 300 francs.

Association de malfaiteurs

ART. 61. — Toute association formée, quels que soit sa durée et le nombre de ses membres, toute entente établie, dans le but de préparer ou de commettre un attentat contre les personnes ou les propriétés, constitue un crime contre la paix publique.

Quiconque, avec connaissance, se sera affilié à une association formée ou aura participé à une entente établie dans le but spécifié au paragraphe ci-dessus sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et de un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Ceux qui se seront rendus coupables du crime mentionné au présent article seront exemptés de peine, si, avant toute poursuite contre personne dénommée, ils ont révélé aux autorités constituées l'entente établie ou l'existence de l'association.

Vagabondage

ART. 62. — Le vagabondage est un délit.

Sont considérés comme vagabonds et punis comme tels, les indigènes qui ne justifient pas de moyens réguliers et avouables d'existence et qui n'ont pas de domicile certain ou de résidence habituelle ou variable suivant les nécessités de leur profession.

Les indigènes en état de vagabondage, légalement déclarés tels, seront punis de six jours à six mois d'emprisonnement. Ils encourront en outre, en cas de récidive, une peine d'interdiction de séjour de cinq à dix ans.

Mendicité avec simulation

ART. 63. — Celui qui simulera des infirmités ou des plaies dans le but d'obtenir l'aumône, sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement.

Simulation d'infraction

ART. 64. — Celui qui dénoncera aux autorités publiques une infraction qu'il sait n'avoir pas existé ou qui fabriquera une fausse preuve relative à une infraction réelle ou imaginaire, sera puni d'un emprisonnement de un mois à trois ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs.

Infraction et interdiction de séjour

ART. 65. — Le condamné qui contreviendra à l'interdiction de séjour ou qui quittera la résidence qui lui aura été assignée, en application des décrets en vigueur dans la colonie ou le territoire, sera condamné à un emprisonnement pour une durée qui ne pourra excéder cinq ans.

SECTION IV

Des sociétés secrètes et associations

ART. 66. — Est considéré comme société secrète tout groupement clandestin cherchant à dérober sciemment ses réunions et leur but aux autorités administratives et judiciaires.

Les sociétés secrètes sont interdites. Ceux qui seront convaincus d'avoir fait partie d'une société secrète seront punis d'une amende de 100 à 500 francs et d'un

emprisonnement de six mois à deux ans et pourront être déclarés incapables pour une durée de cinq années d'exercer aucun emploi public. Ces condamnations pourront être portées au double contre les chefs ou fondateurs de la société. Ces peines seront prononcées sans préjudice de celles qui pourraient être encourues pour crimes et délits.

ART. 67. — Nulle association de plus de vingt personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société.

Dans le nombre des personnes indiqué par le présent article, ne sont pas comprises celles domiciliées dans la maison où l'association se réunit.

Toute association de la nature ci-dessus exprimée, qui se sera formée sans autorisation, ou qui, après l'avoir obtenue, aura enfreint les conditions à elle imposées, sera dissoute.

Les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association seront, en outre, punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 à 200 francs.

Les simples associés seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 68. — Les peines prévues par les articles 66 et 67 ci-dessus ne seront pas applicables aux sociétés ou associations coutumières ayant pour objet de maintenir certaines traditions ou de célébrer certains rites locaux, et dont l'existence ou l'activité n'est contraire, ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs, ni aux principes de la civilisation française.

ART. 69. — Si, par discours, exhortations, invocations ou prières, en quelque langue que ce soit, ou par lecture, affiche, publication ou distribution d'écrits quelconques, il a été fait, dans les assemblées des sociétés secrètes ou associations susvisées, quelque provocation à des crimes ou à des délits, la peine sera de 100 à 300 francs d'amende et de trois mois à deux ans d'emprisonnement contre les chefs, directeurs et administrateurs de ces associations et contre les auteurs de la provocation, sans préjudice, à l'égard de ces derniers, des peines plus fortes portées par la loi.

ART. 70. — Tout individu qui, sans la permission de l'autorité aura accordé ou consenti l'usage de sa maison ou de son appartement, en tout ou partie, pour la réunion des membres d'une société secrète ou d'une association non autorisée, sera puni d'une amende de 16 à 200 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

TITRE II

Crimes et délits contre les particuliers

CHAPITRE PREMIER

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PERSONNES

SECTION PREMIERE

Homicide

ART. 71. — L'homicide commis volontairement est qualifié meurtre.

Tout meurtre commis avec préméditation ou guet-apens est qualifié assassinat.

La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu

déterminé, ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition.

Le guet-apens consiste à attendre plus ou moins de temps, dans un ou divers lieux, un individu, soit pour lui donner la mort, soit pour exercer sur lui des actes de violences.

Est qualifié parricide, le meurtre des père et mère légitimes, naturels ou adoptifs ou de tout autre ascendant légitime.

L'infanticide est le meurtre ou l'assassinat d'un enfant nouveau-né.

Est qualifié empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées et quelles qu'en aient été les suites.

ART. 72. — Tout coupable d'assassinat, de parricide ou d'empoisonnement sera puni de mort.

Toutefois, la mère, auteur principal ou complice de l'assassinat ou du meurtre de son nouveau-né, sera punie, dans le premier cas, des travaux forcés à perpétuité, et dans le second cas des travaux forcés de cinq à vingt ans, mais sans que cette disposition puisse s'appliquer à ses co-auteurs ou à ses complices.

Seront punis comme coupables d'assassinat, tous malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination qui, pour l'exécution de leur crime, emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie.

ART. 73. — Le meurtre emportera la peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime.

Le meurtre emportera également la peine de mort, lorsqu'il aura eu pour objet, soit de préparer, faciliter ou exécuter un crime ou délit, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité des auteurs ou complices de ce crime ou délit.

En tout autre cas, le coupable de meurtre sera puni des travaux forcés à perpétuité.

ART. 74. — Les coups, blessures, violences volontaires, exercés sans intention de donner la mort, mais l'ayant cependant occasionnée, seront punis de cinq à vingt ans de travaux forcés et, facultativement, de un à vingt ans d'interdiction de séjour.

En cas de préméditation ou de guet-apens, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

ART. 75. — Tout indigène qui se sera rendu coupable d'un meurtre ou d'une tentative de meurtre commis dans un but d'anthropophagie sera puni de mort.

Tout acte d'anthropophagie, tout trafic ou cession de chair humaine à titre onéreux ou gratuit commis par des indigènes sera puni de dix à vingt ans de travaux forcés.

ART. 76. — Tout indigène qui se sera rendu coupable, sans anthropophagie, de violation de tombeau ou de sépulture ou de profanation de cadavre, même inhumé, sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 16 à 100 francs.

Dans les cas prévus aux articles 73 et 75 l'interdiction de séjour de cinq à vingt ans pourra, également, être prononcée.

ART. 77. — L'homicide involontaire, commis ou causé par maladresse, imprudence, négligence, inattention ou inobservation des règlements, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

SECTION II

Coups, blessures, violences

ART. 78. — Tout individu qui, volontairement, aura porté des coups, ou fait des blessures, ou commis toute autre violence ou voie de fait, s'il est résulté de ces sortes de violences une maladie ou incapacité de travail personnelle pendant plus de vingt jours, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 16 à 500 francs, et facultativement de un à dix ans d'interdiction de séjour.

S'il y a eu préméditation ou guet-apens, la peine sera de cinq à dix ans de travaux forcés. Les juges pourront, en outre, prononcer l'interdiction de séjour de un à vingt ans.

Quand les violences, les blessures ou les coups auront été suivis de mutilation, amputation, privation de l'usage d'un membre ou d'un sens, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités ou maladies, la peine sera, de cinq à dix ans de travaux forcés. Les juges pourront, en outre, prononcer l'interdiction de séjour de un à vingt ans.

S'il y a eu préméditation ou guet-apens, la peine sera de cinq à vingt ans de travaux forcés. L'interdiction de séjour de un à vingt ans pourra, en outre, être prononcée.

ART. 79. — Lorsque les blessures ou les coups, ou autres violences ou voies de fait, n'auront occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnelle de l'espèce mentionnée à l'article 78, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans et d'une amende de 16 à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

S'il y a eu préméditation ou guet-apens, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans et l'amende de 50 à 300 francs.

En tout cas, l'interdiction de séjour de un à dix ans pourra, en outre, être prononcée.

ART. 80. — Celui qui, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura, involontairement, porté des coups, fait des blessures, ou occasionné des maladies à autrui sera puni d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 50 à 500 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 81. — Celui qui aura volontairement abandonné, dans des conditions telles que son salut dépendait du hasard, un enfant ou incapable hors d'état de se protéger lui-même, ou qui aura volontairement interrompu la fourniture d'aliments ou les soins qui lui étaient dus sera, s'il en est résulté une mutilation, une infirmité ou une maladie permanente, puni de cinq à dix ans de travaux forcés.

Lorsque l'abandon aura occasionné la mort, l'action sera considérée comme meurtre.

S'il est résulté de l'abandon une maladie ou incapacité de plus de vingt jours, la peine sera de un à cinq ans d'emprisonnement.

Dans les autres cas, la peine sera de un à trois ans d'emprisonnement.

Avortement

ART. 82. — L'avortement volontaire tenté ou obtenu de quelque manière que ce soit, soit par la femme, soit, même avec son consentement, par un tiers, sera puni de un à cinq ans d'emprisonnement et facultativement de 100 à 1.000 frs. d'amende et de un an à dix ans d'interdiction de séjour.

Traitement d'épreuve et autres pratiques nuisibles à la santé

ART. 83. — Quiconque, sans intention de donner la mort, aura administré volontairement à une personne des substances ou se sera livré sur elle, même avec son consentement, à des pratiques ou manœuvres qui auront déterminé ou auraient pu déterminer une maladie ou une incapacité de travail, sera puni de six jours à trois ans d'emprisonnement et facultativement de 16 à 200 francs d'amende et de un à dix ans d'interdiction de séjour.

S'il en résulte une maladie ou une incapacité permanente, la peine sera de cinq à dix ans de travaux forcés. L'interdiction de séjour, de cinq à dix ans, pourra être prononcée.

Si la mort s'en est ensuivie, la peine sera de cinq à vingt ans de travaux forcés, et, facultativement, de un à vingt ans d'interdiction de séjour.

SECTION III

Justifications, excuses

ART. 84. — Si le meurtre et les violences volontaires de l'espèce définie par l'article 74 et par les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 78 du présent code ont été provoqués par des violences graves envers les personnes, la peine sera celle du paragraphe 1^{er} dudit article 78.

ART. 85. — Les crimes mentionnés au précédent article sont excusables et punis des peines prévues au paragraphe 1^{er} de l'article 78 du présent code, s'ils ont été commis en repoussant, pendant le jour, l'intrusion dans une habitation ou ses dépendances, notamment par escalade ou effraction des murs, clôtures ou entrées.

ART. 86. — Le parricide n'est jamais excusable.

ART. 87. — Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures, les violences et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle ou la légitime défense de soi-même ou d'autrui.

ART. 88. — Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense, les deux cas suivants :

1^o — si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, si les coups ont été portés ou si les violences ont été exercées en repoussant pendant la nuit l'intrusion dans une habitation ou ses dépendances, notamment par escalade ou effraction des clôtures, murs ou enclos ;

2^o — si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence.

SECTION IV

Menaces

ART. 89. — Quiconque aura, par paroles, écrits, actes, gestes ou signes conventionnels, menacé autrui d'un attentat contre les personnes qui serait punissable de la peine de mort ou des travaux forcés, sera puni de six mois à trois ans d'emprisonnement.

Si les menaces ont été faites avec ordre ou sous condition, la peine sera de un à cinq ans d'emprisonnement.

Quiconque aura, par paroles, écrits, actes, gestes ou signes conventionnels, menacé autrui de coups, blessures, violences ou voies de fait volontaires autres que ceux prévus aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 78 du présent code, si la menace a été faite avec ordre ou sous condition, sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

SECTION V

Attentats aux mœurs

Outrage à la pudeur

ART. 90. — L'outrage à la pudeur, commis publiquement et intentionnellement, sera puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Attentat à la pudeur

ART. 91. — Tout attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violences sur la personne d'un enfant de l'un ou l'autre sexe, âgé de moins de treize ans, sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés et facultativement de un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Sera puni des mêmes peines l'attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violences contre des individus de l'un ou l'autre sexe.

Si le crime prévu au paragraphe précédent a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de treize ans accomplis, le coupable sera condamné aux travaux forcés de cinq à vingt ans et facultativement à l'interdiction de séjour de un à vingt ans.

Si l'attentat a été commis avec l'aide d'un tiers ou de plusieurs personnes, la peine sera de cinq à vingt ans de travaux forcés, avec possibilité d'appliquer l'interdiction de séjour pour la même durée, dans les cas prévus aux deux premiers paragraphes du présent article, et des travaux forcés à perpétuité, dans le cas prévu au paragraphe 3 ci-dessus.

Viol

ART. 92. — Le viol sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et facultativement d'un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Si le viol a été commis à l'aide de plusieurs personnes ou sur la personne d'un enfant de moins de treize ans, le coupable sera condamné à vingt ans de travaux forcés et à l'interdiction de séjour de cinq à vingt ans et les juges ne pourront, en déclarant l'existence de circonstances atténuantes, réduire la peine au-dessous de deux années d'emprisonnement.

Si le viol a été commis avec les deux circonstances aggravantes prévues au paragraphe précédent, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

ART. 93. — Lorsqu'il s'agit de consommation d'un mariage célébré suivant la coutume, l'indigène qui aura accompli ou tenté d'accomplir l'acte sexuel sur une fillette âgée de moins de treize ans, sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés.

S'il en est résulté pour la fillette des blessures graves, une infirmité même temporaire, ou si les rapports ont entraîné la mort de la fillette ou si les rapports ont été accompagnés de violence, le coupable sera puni de dix à vingt ans de travaux forcés.

Les personnes, y compris les parents, ayant droit à la dot, qui auront sciemment provoqué aux actes visés au présent article ou auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur dans les faits qui ont préparé ou facilité le crime, seront punies, comme complices, des peines visées, suivant le cas, aux alinéas 1 et 2 ci-dessus.

Excitation à la débauche — Métier de souteneur

ART. 94. — Quiconque aura, soit excité, favorisé ou facilité habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe, soit, pour satisfaire les passions d'autrui, entraîné ou détourné même avec son consentement une fille ou une femme

en vue de la débauche, soit retenu contre son gré une personne dans une maison de débauche ou l'aura contrainte à se livrer à la prostitution, sera puni de six mois à trois ans d'emprisonnement et facultativement d'un à dix ans d'interdiction de séjour.

Quiconque sera convaincu d'avoir tiré de la prostitution d'autrui tout ou partie de ses moyens d'existence sera puni d'un à trois ans d'emprisonnement. L'interdiction de séjour de cinq à dix ans pourra, en outre, être prononcée.

Adultère et abandon du domicile conjugal

ART. 95. — L'adultère de la femme sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans.

Sera punie de six jours à trois mois d'emprisonnement la femme qui sans motif grave aura abandonné le domicile conjugal, hors les cas où la coutume indigène autorise cet abandon.

Dans les cas prévus aux paragraphes précédents le complice de la femme sera puni comme la femme elle-même et pourra, en outre, être condamné à une amende de 50 à 300 francs.

Les poursuites ne pourront être exercées qu'à la demande du mari; celui-ci restera maître de les arrêter ou d'arrêter l'effet de la condamnation et ce désistement profitera au complice.

Le mari monogame qui aura entretenu une concubine dans la maison conjugale et qui aura été convaincu, sur la plainte de l'épouse, sera puni comme la femme adultère. Les poursuites seront arrêtées et la condamnation ne sera pas exécutée en cas de désistement de l'épouse.

SECTION VI

Arrestations illégales et séquestration de personnes

ART. 96. — Seront punis de cinq à vingt ans de travaux forcés et facultativement d'un à vingt ans d'interdiction de séjour :

1^o — ceux qui, sans ordres des autorités publiques et hors les cas où la loi ordonne de saisir les prévenus, notamment les cas de crime ou de flagrant délit, auront arrêté, détenu ou séquestré une personne quelconque.

2^o — ceux qui, en connaissance de cause, auront prêté un lieu pour exécuter la détention ou la séquestration.

Les coupables encourront la peine de mort, si les personnes arrêtées, détenues ou séquestrées ont été soumises à des tortures corporelles.

Si la séquestration a été accompagnée soit de violences n'ayant pas le caractère de tortures corporelles, soit de menaces de mort, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

Enlèvement de personnes

ART. 97. — Quiconque, par fraude, violences ou menaces, enlèvera un individu du lieu où il aura été placé par ceux à l'autorité desquels il était soumis ou confié sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et facultativement d'un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Si la personne enlevée est âgée de moins de quatorze ans ou si elle est une femme mariée, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

Celui qui, sciemment, aura caché ou soustrait aux recherches une personne qui aura été enlevée, sera puni, suivant les cas, des peines prévues aux deux paragraphes précédents.

La peine des travaux forcés à perpétuité sera toujours applicable si le coupable s'est fait payer une ran-

çon par les personnes sous l'autorité ou la surveillance desquelles la personne enlevée était placée.

Enlèvement par séduction

ART. 98. — Lorsque l'enlèvement de personne visé à l'article précédent aura été commis sans fraude, violences ni menaces ou s'il a été commis en vue d'épouser une femme, sans le consentement de celle-ci, et celui des chefs de famille intéressés, le coupable sera puni de un à cinq ans de prison et, facultativement, de cinq à vingt ans d'interdiction de séjour.

Lorsque l'enlèvement visé à l'alinéa ci-dessus aura été commis sur la personne d'un enfant âgé de moins de quatorze ans, la peine sera de cinq à dix ans de travaux forcés et facultativement, de cinq à vingt ans d'interdiction de séjour.

Traite

ART. 99. — Quiconque aura conclu une convention ayant pour objet d'aliéner soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, la liberté d'une tierce personne sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés. L'argent, les marchandises et autres objets ou valeurs reçus en exécution de la convention ou arrhes d'une convention à intervenir, seront confisqués.

Sera puni de la même peine, le fait d'introduire, dans la colonie ou le territoire, des individus destinés à faire l'objet de la convention précitée ou de faire sortir ou tenter de faire sortir des individus de ce territoire, en vue de ladite convention à contracter à l'étranger.

Toutefois la peine des travaux forcés pourra être portée à vingt ans si la personne ayant fait l'objet de la convention ou tentative de convention ou destinée à en faire l'objet, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du territoire, est un enfant au-dessous de quatorze ans.

Dans les cas prévus au présent article, le tribunal pourra, en outre, prononcer l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

L'interdiction de séjour de un à vingt ans pourra également être prononcée.

ART. 100. — La mise en gage des personnes, quel qu'en soit le motif, est interdite.

Quiconque aura mis ou reçu une personne en gage, sera puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de 16 à 50 francs. Toutefois la peine sera de un à cinq ans de prison et de 50 à 100 francs d'amende si la personne mise en gage est âgée de moins de quatorze ans.

Sera considéré comme constituant une mise en servitude et puni comme tel, le fait de mettre en gage une personne lorsqu'il aura pour conséquence d'obliger cette dernière à résider chez un individu relevant de toute autre tribu que celle dont elle est originaire.

Les dispositions qui précèdent ne préjudicient point aux droits résultant de la puissance paternelle, tutélaire ou maritale sur les mineurs ou les femmes mariées, en tant que les actes accomplis ne constituent point une mise en servitude temporaire, ou définitive, au profit de tiers, de ces mineurs ou de ces femmes.

Garde d'un mineur

ART. 101. — Dans tous les cas de crime ou de délit commis sur un mineur, le tribunal répressif saisi pourra ordonner que la garde de ce mineur sera confiée à un parent, à une personne ou à une institution qu'il désignera.

Après l'expiration du délai d'appel, toute personne privée du droit de garde en vertu du paragraphe précédent pourra en demander la restitution au tribu-

nal du premier degré, statuant en matière civile et en premier ressort.

SECTION VII

Faux témoignages

ART. 102. — Quiconque, en quelque manière que ce soit, se rendra coupable de faux témoignage à l'audience, sans se rétracter avant la clôture des débats, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et facultativement d'une amende de 50 à 1.000 francs.

Si le faux témoignage a été commis en matière criminelle, la peine sera de cinq à vingt ans de travaux forcés et facultativement de 50 à 1.000 francs d'amende et d'un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Le simple refus de répondre par le témoin, soit à l'instruction, soit à l'audience, sera puni de six jours à trois mois d'emprisonnement.

ART. 103. — Le coupable de subornation de témoins sera passible des mêmes peines que le faux témoin.

SECTION VIII

Dénonciation calomnieuse — Révélation de secret

ART. 104. — Quiconque aura fait, verbalement ou par écrit, à l'autorité publique, une dénonciation calomnieuse contre un ou plusieurs individus, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs.

Est calomnieuse la dénonciation intentionnellement mensongère d'un fait faux, de nature à exposer celui qui en est l'objet à une sanction administrative ou à des poursuites judiciaires.

ART. 105. — Tous ceux qui, étant dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, auront, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et, facultativement d'une amende de 50 à 500 francs.

Ces peines seront applicables, notamment, aux membres indigènes de toutes juridictions coupables d'avoir violé le secret des délibérations.

CHAPITRE II

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS

SECTION PREMIERE

Vols

ART. 106. — Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol.

Vols qualifiés

ART. 107. — Sera puni des travaux forcés à perpétuité, tout individu coupable de vol commis en bande ou à main armée. La même peine sera applicable en cas de vol commis à l'aide de violence, avec ou sans port d'arme.

ART. 108. — Sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et facultativement d'un à vingt ans d'interdiction de séjour, tout individu coupable d'un vol commis la nuit, avec l'une des circonstances suivantes :

- 1° — dans une maison habitée;
- 2° — à l'aide d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs;
- 3° — par deux personnes au moins.

ART. 109. — Sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés et facultativement d'un à dix ans d'interdiction de séjour, tout individu coupable d'un vol commis la nuit.

Les mêmes peines seront applicables en cas de vol commis le jour, avec l'une des circonstances suivantes :

1° — à l'aide d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs;

2° — par deux personnes au moins;

3° — si le voleur est un domestique ou un homme de service à gages, même lorsqu'il aura commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient soit dans la maison de son maître, soit dans celle où il l'accompagnait, ou si c'est un ouvrier ou apprenti dans la maison, l'atelier, le magasin ou l'exploitation agricole de son patron, ou un individu travaillant habituellement dans l'habitation où il aura volé;

4° — si le vol a été commis par le maître au préjudice de son domestique, homme de service à gages, ouvrier ou apprenti.

ART. 110. — Est réputé maison habitée, au sens du présent chapitre, tout bâtiment, logement, case, cabane, même mobile, tente, qui, sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation.

Vols simples, grivèlerie

ART. 111. — Tous les autres vols non spécifiés dans la présente section, les larcins et filouteries, ainsi que les tentatives de ces mêmes délits, seront punis d'un emprisonnement de un à cinq ans et facultativement de 16 à 500 francs d'amende et d'un à dix ans d'interdiction de séjour. L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra être prononcée.

Quiconque, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer se sera fait servir des boissons ou des aliments qu'il aura consommés en tout ou partie, dans les établissements à ce destinés, sera puni d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

La même peine sera applicable à celui qui, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, se fera loger pour une journée au moins dans un établissement à ce destiné, ou aura utilisé une voiture de transport en commun ou de place.

ART. 112. — Quiconque aura fait usage d'un véhicule contre le gré ou sans l'assentiment de son propriétaire sera puni des peines portées à l'article 111.

SECTION II

Extorsion et dépossession frauduleuses

ART. 113. — Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et facultativement d'un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Quiconque, à l'aide de la menace, écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura extorqué ou tenté d'extorquer, soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits énumérés au paragraphe précédent, sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans; l'interdiction de séjour d'un à dix ans et l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourront être prononcées.

Le saisi qui aura détruit, détourné ou tenté de détourner ou de détruire des objets saisis sur lui, sera puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement et facultativement de 16 à 1.000 francs d'amende et d'un à dix

ans d'interdiction de séjour. L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra en outre être prononcée.

Ces peines seront également applicables à tout débiteur, emprunteur ou tiers donneurs de gages qui aura détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner des objets par lui donnés à titre de gages.

Disposition du bien d'autrui

ART. 114. — La vente ou mise en gage du bien d'autrui, consentie de mauvaise foi, sera punie des peines prévues au paragraphe 1^{er} de l'article 111.

ART. 115. — Quiconque, par la force ou par des procédés frauduleux aura dépossédé autrui d'une propriété immobilière, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et, facultativement, d'une amende de 16 à 500 francs, sans préjudice, le cas échéant, des peines qui seraient encourues pour attroupement armé, violences et voies de fait, menaces, escroqueries et autres infractions.

La tentative sera punie comme le délit lui-même.

SECTION III

Escroquerie

ART. 116. — Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses ou des mensonges caractérisés pour persuader de l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait ou aura tenté de se faire remettre des fonds, des objets ou effets mobiliers, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans et facultativement de 50 à 2.000 francs d'amende et d'un à dix ans d'interdiction de séjour. L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra être prononcée.

Ces peines seront applicables à toute personne qui aura donné ou tenté de donner en mariage une fille déjà mariée ou promise ou une fille sur laquelle la coutume ne lui confère aucun droit, et qui aura perçu ou tenté de percevoir tout ou partie de la dot.

Abus de blanc-seing

ART. 117. — Quiconque, abusant d'un blanc-seing qui lui aura été confié, aura frauduleusement écrit au-dessus une obligation ou décharge ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, sera puni des peines portées en l'article précédent.

Dans le cas où le blanc-seing ne lui aurait pas été confié, il sera poursuivi comme faussaire et puni comme tel.

Sorcellerie, magie, charlatanisme

ART. 118. — Quiconque se sera livré au trafic d'ossements humains ainsi qu'à des pratiques de sorcellerie, magie ou charlatanisme susceptibles de troubler l'ordre public ou de porter atteinte aux personnes ou à la propriété, sera puni de quinze jours à six mois d'emprisonnement sans préjudice, le cas échéant, des peines de l'escroquerie.

SECTION IV

Abus de confiance

ART. 119. — Est qualifié abus de confiance le détournement frauduleux, commis au préjudice du propriétaire

cument ou d'un objet mobilier quelconque, qui aurait été confié par ledit propriétaire ou détenteur à l'auteur du détournement.

Tout coupable d'abus de confiance sera puni de deux mois à deux ans d'emprisonnement et facultativement d'une amende de 16 à 2.000 francs et d'un à dix ans d'interdiction de séjour.

L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra être prononcée.

Si l'abus de confiance prévu et puni par le paragraphe 1^{er} ci-dessus a été commis par un officier ministériel ou par un domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti, au préjudice de son maître, la peine sera de cinq à dix ans de travaux forcés et, facultativement, d'une amende qui ne pourra excéder 5.000 francs et d'un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Il en sera de même si l'abus de confiance a été commis par un fonctionnaire public, au sens de l'article 30 du présent code, agissant dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

SECTION V

Autres espèces de fraudes

Non-paiement d'une dette civile

ART. 120. — Le non-paiement d'une dette civile ou commerciale, lorsqu'il est la conséquence de la mauvaise foi du débiteur, sera puni de six jours à un an d'emprisonnement et facultativement d'une amende de 16 à 500 francs.

La poursuite ne pourra être exercée que sur la plainte du créancier et à charge pour lui de justifier qu'il a vainement épuisé, au civil, toutes actions et voies d'exécution légales pour obtenir paiement de la dette.

Le désistement du plaignant éteindra l'action publique.

ART. 121. — Quiconque, après avoir produit, dans une contestation judiciaire, quelque titre, pièce ou mémoire, l'aura soustrait de quelque manière que ce soit, ou aura refusé de le représenter, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de 25 à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Cette peine sera prononcée par le tribunal saisi de la contestation.

Tenue de maisons de jeux, de prêts sur gages, loteries

ART. 122. — Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard ou établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi, et toutes personnes qui, à quelque titre que ce soit, auront participé à l'établissement ou à la tenue desdites maisons de jeux ou de loteries, seront punis d'un emprisonnement de deux à six mois et facultativement de 500 à 2.000 francs d'amende. L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra être prononcée.

Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries.

ART. 123. — Ceux qui auront établi ou tenu des maisons de prêts sur gages ou nantissement sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, ne se seront pas conformés aux règlements de l'autorité publique concernant la tenue desdites maisons, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à trois

Entrave à la liberté des enchères

ART. 124. — Ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou des offres, par voies de fait, violences, menaces ou tapages, soit avant, soit pendant les enchères ou les offres, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de 100 à 1.000 frs.

La même peine sera prononcée contre ceux qui par dons, promesses ou manœuvres frauduleuses quelconques, auront écarté les enchérisseurs.

Atteinte à la liberté du travail

ART. 125. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende 16 à 1.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura soit porté atteinte à la liberté de l'embauche et du travail, soit amené ou maintenu une cessation individuelle ou collective du travail.

L'interdiction de séjour d'un à cinq ans pourra être prononcée.

La tentative sera punie des mêmes peines.

ART. 126. — La même peine sera appliquée à quiconque, abusant de ses fonctions ou de son autorité, aura contraint un indigène à travailler pour son compte ou pour le compte d'autrui.

Spéculations illicites

ART. 127. — Ceux qui, soit afin de se procurer un gain qui ne serait pas le résultat de la concurrence libre du commerce ou du jeu naturel de la loi de l'offre et de la demande, soit dans toute autre intention immorale ou contraire à l'intérêt général, auront, par quelque moyen que ce soit, directement ou par personne interposée, opéré ou tenté d'opérer la hausse ou la baisse artificielle du prix des denrées ou marchandises ou des effets publics ou privés, seront punis d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et facultativement de 50 à 2.000 francs d'amende et d'un à dix ans d'interdiction de séjour.

L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra être prononcée.

Transport clandestin de passagers

ART. 128. — Quiconque, pilotant ou assurant la garde d'un véhicule appartenant à un particulier et non spécialement destiné au transport des passagers, aura, sans l'autorisation expresse de son employeur, transporté ou tenté de transporter une ou plusieurs personnes, gratuitement ou moyennant rétribution, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 16 à 50 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

SECTION VI

Incendie, destructions, dégradations, dommages.*Incendie volontaire*

ART. 129. — Sera puni des travaux forcés à perpétuité quiconque aura volontairement mis le feu, directement ou indirectement, à des édifices, installations, constructions, chantiers, navires, embarcations, habi-

wagons et voitures ou aux véhicules, automobiles, contenant des personnes ou faisant partie d'un convoi en contenant, qu'ils appartiennent ou non à l'auteur de l'incendie.

Si les locaux incendiés, autres que les navires et embarcations, n'étaient pas habités ou ne servaient pas à l'habitation, la peine encourue sera de cinq à vingt ans de travaux forcés et, facultativement, d'un à vingt ans d'interdiction de séjour. Il en sera de même au cas de navires ou d'embarcations non habités et non aménagés pour l'habitation, mais contenant des personnes.

Dans les cas prévus à l'alinéa précédent, le maximum de la peine sera réduit de moitié à l'égard de celui qui aura incendié son propre bien dans l'intention de causer préjudice à autrui.

Sera puni de cinq ans à dix ans de travaux forcés et facultativement d'un à dix ans d'interdiction de séjour quiconque aura volontairement mis le feu, directement ou indirectement, soit à des pailles ou récoltes, en tas ou en meules, soit à des bois disposés en tas ou en stères, soit à des pâturages en pays désertique, soit à des voitures ou wagons ou à des véhicules automobiles ne contenant pas des personnes et ne faisant pas partie d'un convoi en contenant, soit à tous autres objets mobiliers si ces objets ne lui appartiennent pas.

Dans tous les cas, la peine sera la mort, si l'incendie a déterminé mort d'homme.

Incendie involontaire

ART. 130. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et facultativement d'une amende de 16 à 100 francs, celui qui, par maladresse, imprudence, inattention, négligence, inobservation des règlements, déterminera un incendie sur les propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, sans préjudice des dispositions spéciales ou de la réglementation sur le régime forestier concernant les incendies de forêts et feux de brousse.

Destructions d'édifices, dépôt d'explosifs

ART. 131. — Quiconque aura, volontairement et autrement que par explosion ou incendie, détruit ou tenté de détruire en tout ou en partie les édifices, habitations, digues, chaussées, navires, bateaux, véhicules de toutes sortes, magasins ou chantiers ou leurs dépendances, ponts, voies publiques ou privées, puits, installations hydrauliques, et tous autres ouvrages d'utilité publique sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et facultativement d'un à vingt ans d'interdiction de séjour, sans préjudice des peines de l'homicide, si la destruction ou la tentative de destruction a déterminé mort d'homme.

Si le crime prévu au paragraphe précédent a été commis au moyen d'un engin explosif, la peine sera la mort.

Le dépôt dans une intention criminelle, sur une voie publique ou privée, d'un engin explosif, sera assimilé à la tentative d'assassinat.

Domage à la propriété

ART. 132. — Quiconque, hors les cas prévus au paragraphe 1^{er} de l'article précédent, aura volontairement et autrement que par explosif ou incendie, causé ou tenté de causer un dommage à la propriété immobilière d'autrui, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et facultativement d'un à dix ans d'interdiction de séjour. L'incapacité d'exercer à jamais

Quiconque, hors les cas prévus au paragraphe 2 de l'article précédent, aura volontairement, au moyen d'un engin explosif, occasionné ou tenté d'occasionner un dommage aux propriétés immobilières ou mobilières d'autrui, sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés, et, facultativement, d'un à vingt ans d'interdiction de séjour, sans préjudice des peines de l'homicide si la dégradation ou la tentative de dégradation a déterminé mort d'homme.

Pillage, empoisonnement d'eau potable

ART. 133. — Tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

La même peine sera applicable aux coupables d'empoisonnement de puits, citernes, sources et eaux potables.

Toutefois, la peine de mort sera encourue lorsqu'il sera résulté de l'empoisonnement la mort d'une ou de plusieurs personnes.

Menace de destruction

ART. 134. — La menace écrite ou verbale d'incendier ou de détruire les objets énumérés dans les articles 129, (paragraphe 1^{er}), et 131, (paragraphe 1^{er}), ci-dessus, sera punie de six mois à trois ans d'emprisonnement. Si la menace a été faite avec ordre de déposer une somme d'argent ou sous toute autre condition, la peine sera de un à cinq ans d'emprisonnement.

Dommiages aux cultures et animaux domestiques

ART. 135. — Quiconque aura volontairement, hors les cas prévus aux articles précédents de la présente section, dévasté des récoltes ou des plants, abattu un ou plusieurs arbres, détruit des instruments d'agriculture, brisé des clôtures, supprimé ou déplacé des bornes, empoisonné des poissons dans les étangs, viviers ou réservoir, ou tué sans nécessité un animal domestique, sera puni d'un emprisonnement de six jours à cinq ans et facultativement d'une amende de 16 à 300 francs et d'un à dix ans d'interdiction de séjour, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par la réglementation des eaux et forêts.

La tentative sera punie comme le délit lui-même.

Dommiages volontaires à la propriété mobilière

ART. 136. — Tout autre dommage volontaire à la propriété mobilière d'autrui sera puni de six jours à trois mois d'emprisonnement et de 16 à 50 francs d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement.

La tentative sera punie comme le délit lui-même.

LIVRE IV

Contraventions de police

ART. 137. — Seront punis d'une amende de 1 à 15 francs et facultativement d'un emprisonnement d'un à cinq jours :

Infractions aux règlements

1^o — Ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative ou municipale;

Trouble à l'exercice de la justice

2^o — Ceux qui auront troublé l'exercice de la justice à l'audience ou en tout autre lieu, sans préjudice, le cas échéant, des peines portées par la loi pour infrac-

tions plus graves commises, notamment, dans les conditions prévues par les décrets organiques de la justice indigène;

Inobservation du prix des denrées

3^o — Ceux qui auront vendu les denrées ou aliments au-dessus des prix fixés par l'autorité, sans préjudice des dispositions de la législation locale relative à la hausse injustifiée des prix;

Embarras de la voie publique

4^o — Ceux qui, sans permission de l'autorité compétente, auront embarrasé la voie publique soit en y déposant ou en y laissant déposer des matériaux ou des objets quelconques, qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté du passage, soit en y creusant des excavations; ceux qui, dans le cas où le dépôt a été permis, n'auront pas enlevé les objets déposés dans le délai fixé par l'autorité ou qui auront négligé d'éclairer des matériaux ou des objets qu'ils auront déposés sur la voie publique ou des excavations qu'ils y auront creusées;

Inobservation des règlements de voirie

5^o — Ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les règlements ou arrêtés concernant la petite voirie ou désobéi à la sommation émanée de l'autorité administrative ou municipale, de réparer ou démolir les constructions menaçant ruine;

Injures non publiques

6^o — Ceux qui, sans avoir été provoqués, auront proféré contre quelqu'un des injures non publiques;

Jet d'immondices sur des personnes

7^o — Ceux qui, par mégarde, auront jeté des immondices sur quelque personne;

Jet sur la voie publique de choses nuisibles

8^o — Ceux qui, volontairement ou imprudemment, auront jeté sur la voie publique des objets de nature à blesser les passants par leur chute ou à souiller leurs vêtements;

Entrée sur le terrain d'autrui

9^o — Ceux qui, n'étant ni propriétaires ni usufruitiers, ni locataires, ni fermiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage ou qui, n'étant ni agents ni préposés de ces personnes, seront entrés et auront passé sur ce terrain, s'il est préparé ou ensemencé;

Divagation d'animaux

10^o — Ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture sur le terrain d'autrui avant l'enlèvement de la récolte ou les auront fait passer;

Prêt d'armes à feu

11^o — Ceux qui auront confié une arme à feu à une personne inexpérimentée ou ne jouissant pas de son entière responsabilité, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par les décrets sur le régime des armes à feu;

Divagation de fous ou d'animaux dangereux

12^o — Ceux qui auront laissé divaguer ou errer des fous ou des animaux malfaisants ou dangereux; ceux qui auront excité un chien à attaquer ou qui ne l'auront pas empêché d'attaquer les passants;

Jet volontaire d'objets contre la chose d'autrui

13° — Ceux qui auront jeté des pierres ou d'autres corps durs ou des immondices contre les voitures, maisons, édifices et propriétés d'autrui, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par les articles 79, 132, (paragraphe 1er), et 136, du présent code;

Mort ou blessure occasionnée aux animaux

14° — Ceux qui, soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence, inobservation des règlements, soit par jet de pierres ou autres corps durs, auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bétails appartenant à autrui, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par les articles 135 et 136 du présent code.

Tapage

15° — Les auteurs ou complices de bruits ou tapage injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité des habitants;

Usage de poids ou mesures non reconnus par la loi

16° — Ceux qui auront employé des poids ou des mesures différents de ceux qui sont établis par les règlements en vigueur;

Extinction des lumières sur la voie publique

17° — Ceux qui auront éteint les lumières destinées à faciliter la circulation sur la voie publique ou à éviter les accidents;

Tir ou feux d'artifices non autorisés

18° — Ceux qui, malgré la prohibition de l'autorité, auront tiré des coups de feu ou des pièces d'artifice dans des endroits publics ou sur la voie publique;

Pêche et usage de l'eau contraires aux usages locaux

19° — Ceux qui auront contrevenu aux usages locaux relatifs à la pêche et à l'usage de l'eau.

ART. 138. — Seront confisqués les pièces d'artifice, armes, poids et mesures dans les cas prévus aux paragraphes 11°, 16°, 18° de l'article précédent.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES**Observation des lois et règlements particuliers**

ART. 139. — Les juridictions indigènes continueront d'observer les lois et règlements particuliers pour ce qui concerne les matières non réglées par le présent code.

ART. 140. — Les dispositions du présent code seront appliquées par les juridictions indigènes de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Cameroun et du Togo dès leur promulgation. Sont abrogées toutes dispositions antérieures, générales ou spéciales, contraires au présent décret.

ART. 141. — Le commissaire aux colonies et le commissaire à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 17 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire à la Justice
François DE MENTHON.

